

dans les circonstances, soit la Chambre des communes soit un comité de la Chambre des communes devrait siéger à huis clos afin d'être renseigné. Je me demande si nous possédons un réseau efficace de radar. Je me demande si nous avons des avions de chasse efficaces. Je sais que nous en avons envoyé beaucoup outre-mer; mais qu'avons-nous ici au Canada? De quels moyens disposerions-nous, dans l'éventualité d'une guerre?

On peut dire que je ne m'attends pas à des hostilités. Non, je ne m'y attends pas; cependant, comme tous les autres, je suis un être humain et je puis commettre des erreurs de jugement. J'en ai déjà commis et j'en commettrai encore. Il en est de même de tous les êtres humains et nous ne pouvons pas nous permettre de laisser passer une occasion de voir à ce que notre pays soit convenablement protégé.

Cet après-midi, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) a parlé de la communauté européenne de défense. Les nouvelles qui nous viennent de Paris au sujet des difficultés politiques de ce pays me préoccupent également; je m'inquiète de voir que le gouvernement de ce grand pays est incapable d'obtenir une décision, dans un sens ou dans l'autre, du pouvoir législatif. Cependant, monsieur l'Orateur, j'éprouve beaucoup de sympathie pour la France, à l'égard de l'attitude qu'elle prend actuellement. Nous devons nous rappeler qu'en 25 ans, de 1914 à 1939 ou 1940, l'Allemagne a par deux fois envahi le territoire français. La France a été deux fois dévastée; la guerre lui a fait perdre ses meilleurs hommes. Ses monuments anciens et un grand nombre de ses églises ont été détruits; ses campagnes ont été violées et sa population, asservie par la puissante Allemagne.

Je comprends le point de vue français. Je comprends les réactions de la France aux pressions qu'on exerce sur elle afin de s'assurer de sa collaboration et de la faire consentir au réarmement de l'Allemagne. Je comprends ses craintes mortelles de ce qui peut lui arriver advenant le réarmement de l'Allemagne. Et quand les Français lisent, ce qui n'est pas douteux, que bon nombre d'anciens chefs nazis participent activement tant au gouvernement de l'Allemagne qu'à la propagande mise en jeu pour son réarmement, nous nous rendons bien compte pour quoi cette communauté européenne de défense est d'une réalisation si malaisée.

Je suis personnellement d'avis,—et je crois d'ailleurs exprimer à cet égard le point de vue de mes collègues,—que nous ne saurions consentir au réarmement d'une Allemagne libre. Nous ne saurions souffrir l'existence d'une armée allemande, soumise à un grand

état-major allemand, non seulement à cause du danger que cela représente pour la France, mais encore à cause du danger que cela fait courir au monde, vu l'expérience acquise par nous du fait de deux Grandes Guerres.

On ne saurait évidemment attendre des puissances de l'Ouest qu'elles défendent perpétuellement l'Allemagne de l'Ouest. Mais si on pouvait mettre au point des plans comportant l'intégration des Allemands dans une armée occidentale, mais non pas sous un commandement allemand, ni commandés effectivement par des officiers ou sous-officiers nazis, on pourrait peut-être résoudre la question. Mais, en ce qui nous concerne, nous ne saurions accepter qu'une armée allemande, placée sous une direction allemande, puisse être intégrée dans le système de défense européen.

Voilà, à mon avis, ce que craint la France. Et je crois qu'elle craint autre chose aussi, et c'est que si l'on constitue une armée allemande en Allemagne occidentale, le moment peut arriver où l'armée constituée en Allemagne orientale se joigne à celle de l'Ouest et, encore une fois, nous verrons une puissante machine militaire dans le cœur même de l'Europe, laquelle sera prête à se ranger d'un côté ou de l'autre,—et peut-être, à se ranger du côté de la nation qui lui offrira le meilleur marché, à condition que ce marché soit dans l'intérêt de la nation allemande tout entière.

Par conséquent, lorsque nous parlons de la Communauté européenne de défense, ne nous irritons pas des hésitations de la France. Car, comme je l'ai dit, je sympathise considérablement avec l'attitude des Français à cet égard.

J'aimerais maintenant dire quelques mots au sujet du commerce. On en a dit quelques mots cet après-midi. J'estime que chaque fois que l'occasion se présente d'effectuer des échanges commerciaux, nous devrions en profiter,—à condition, évidemment, qu'il ne s'agisse pas, du moins pour nous, de matières d'importance stratégique. J'ai été étonné d'entendre l'honorable député de Prince-Albert parler de la nourriture comme étant une matière d'importance stratégique; c'est du moins ce qu'il a donné à entendre. Je ne refuserais pas des aliments à la population russe si elle mourait de faim, pas plus que je n'en refuserais à aucun autre pays. La nourriture est une matière d'importance stratégique,—peut-être est-ce là ce que l'honorable député voulait dire,—en ce sens que nous devrions exporter nos énormes excédents alimentaires en extrême Orient ou ailleurs, afin d'apaiser la faim des populations de ces régions du monde.